



Paris, le 5 décembre 2007

RESOLUTION DE LA REUNION DES SECRETAIRES DE SECTION ET DE LA CAN DE NOVEMBRE 2007

Pour combattre la politique de régression sociale du gouvernement

Le contexte général actuel se caractérise par des attaques tous azimuts contre les droits acquis depuis de nombreuses années. C'est le droit à la santé qui est remis en cause par les franchises médicales, c'est le droit de grève qui est contesté par le service minimum, c'est l'emploi qui est bradé par les réformes du contrat de travail et les suppressions de postes dans la Fonction Publique (FP), ce sont les salaires qui n'augmentent pas et le pouvoir d'achat qui baisse, ce sont les retraites qui sont attaquées et dont le niveau va décroître avec l'augmentation de la durée de cotisation et la décôte... Ce sont bien d'autres points qui pourraient tous être mis en lien pour constituer une politique de régression sociale.

Devant cette volonté de casse sociale, il existe dans la population une véritable volonté de lutte qui se manifeste dans de nombreux secteurs à des niveaux rarement atteints depuis longtemps.

Ces potentialités de lutte se heurtent à des difficultés liées aux stratégies syndicales et aux perspectives politiques qui s'avèrent plutôt brouillées.

La poursuite des politiques sécuritaires menées depuis des années porte ses effets : stigmatisation des populations les plus pauvres, maintien dans l'exclusion de populations toujours plus importantes, pénalisation de tous les comportements déviants et des soutiens aux luttes... Cette politique de discrimination et d'exclusion sociale a provoqué et provoque encore des émeutes dans certains quartiers défavorisés, souvent issues du rapport conflictuel entre la jeunesse de ces quartiers et la police.

Pour défendre les missions éducatives et les personnels à la PJJ

Dans notre secteur, cette politique se traduit par une remise en cause quasi totale de la justice des mineurs et de la PJJ. Basée sur l'enfermement des mineurs, son application nécessite de transformer l'institution dans chacune de ses fonctions. Elle renforce les pressions sur les personnels et les atteintes à leurs statuts, à leurs conditions de travail et à leurs droits.

A) Toutes les fonctions de la PJJ sont concernées :

- **Hébergement :**

Un certain nombre de réformes et de directives ont été mises en place pour amener la fonction hébergement, mode de prise en charge éducatif éventuel d'un(e) adolescent(e) en lien avec son histoire personnelle, vers le placement-sanction basé sur la contention. La diminution du nombre de corps, déterminée par la réforme de l'Etat, s'est appliquée à la PJJ par l'intégration

des ATE dans le corps des éducateurs. La réorganisation des hébergements qui impose la prise en compte du travail de nuit par les éducateurs se fait dans la précipitation. La circulaire sur le placement judiciaire et le décret de restructuration juridique des services (création des EPE) servent aussi cette transformation. L'essentiel des moyens est donné aux centres fermés et aux EPM au détriment de l'existant.

- **Insertion** :

Les services d'insertion sociale et professionnelle sont instrumentalisés dans une fonction occupationnelle pour les jeunes pris en charge en hébergement et bientôt vers le contrôle avec la nouvelle mesure d'activité de jour inscrite dans la loi dite de prévention de la délinquance. La sanction pénale et la probation seront dorénavant les priorités dans les missions des services d'insertion de la PJJ.

- **Milieu Ouvert** :

La pénalisation croissante des jeunes, le poids de l'exécution des peines, le travail de plus en plus soumis au temps judiciaire et aux commandes des juridictions, les pressions de l'administration ont complètement transformé le travail en Milieu Ouvert. L'absence de moyens (listes d'attente, suppression de l'aide jeunes majeurs,...), la remise en cause de la pluridisciplinarité, le développement de certaines tâches (temps passé au tribunal, en prison, multiplications des rapports) et la mise en place des BEX (Bureau d'Exécution des peines) augmentent les contraintes, les difficultés de fonctionnement et dénaturent les missions au détriment de l'accompagnement dans la durée.

- **Fonctions administratives**:

La faiblesse du nombre de personnels administratifs, la précarité en augmentation constante, les pressions de la hiérarchie, la déconcentration des tâches administratives, le glissement des tâches (multiplication des faisants fonction) et l'absence de revalorisation des personnels rendent les conditions de travail en DD et DR des plus difficiles.

B) Les conditions de travail de tous les personnels se dégradent :

- Le droit à la parole est de plus en plus censuré. Au niveau professionnel, toute réflexion, toute expression et a fortiori toute critique concernant la mise en place des orientations sont brimées, voire sanctionnées. Au niveau syndical, les droits des personnels sont de plus en plus contestés et interprétés au gré de certains échelons hiérarchiques.
- L'autonomie des personnels est, elle aussi, limitée au maximum. Les pressions hiérarchiques s'appliquent à tous les niveaux et déterminent les relations entre les échelons. Les agents sont transformés en exécutants des commandes politiques et administratives et on exige d'eux "loyauté" et obéissance.
- Aucune amélioration statutaire n'est envisagée pour l'ensemble des personnels. La reconnaissance des agents est absente des politiques actuelles. Le régime de l'individualisation est organisé par la notion du mérite, seul critère retenu pour la plupart des événements de la carrière des agents : primes, avancement, mobilité...
- Le recours de plus en plus important aux contractuel(le)s, personnels dont la situation est des plus scandaleuses (exemple de la prime de fin d'année qui n'est pas touchée par certain(e)s), dessine une véritable politique de casse des statuts de la FP.

La réunion des secrétaires de section et la CAN constatent que le blocage des salaires, la baisse du pouvoir d'achat et les suppressions d'emplois sont les éléments qui peuvent fédérer

l'ensemble des personnels de la Fonction Publique. De même, à la PJJ, des actions sur des points particuliers doivent se mettre en place.

C'est pourquoi, la réunion des secrétaires de section et la CAN :

1) mandatent le Bureau National pour porter auprès de la FSU la nécessité de construire un mouvement revendicatif, programmé dans la durée et reconductible, sur les salaires, le pouvoir d'achat et les emplois.

2) appellent au développement des actions suivantes :

Hébergement :

- Tenir des réunions départementales autour de la question de l'hébergement éducatif.
- Tenir des CTPD sur la question des missions des dispositifs d'hébergement, des projets dans le cadre de la structuration en EPE, des normes en personnels de toutes catégories.
- Déterminer les besoins notamment en personnels dans les hébergements.
- Demander une audience en urgence avec l'AC dans le cadre de la préparation de la circulaire 2008 afin de concrétiser une première étape de révision des normes en personnels dans le sens d'un alignement sur les structures les mieux dotées.

Cette révision des normes devra permettre le doublement de tous les services afin de garantir une prise en charge collective et individuelle réellement éducative.

Contractuels :

- Mener une campagne, en urgence, en faveur des contractuel(le)s exclu(e)s de leurs droits (prime de fin d'année, indemnités liées aux fonctions...) du fait de certains contrats : pétition nationale, recensement et transmission au BN de toutes les situations concernées, étude sur la transformation des contrats...
- Poursuivre l'action autour de la titularisation des contractuel(le)s qui passe par un travail sur les contrats, l'accès aux mêmes droits que les titulaires, la formation... A cet effet, une feuille d'infos spécifiques aux contractuels sera mise en place et une fiche technique sur le système du contractualat à la PJJ sera éditée.

Pour lutter contre la banalisation des orientations répressives à l'égard des mineurs:

- Réaffirmer que la PJJ doit d'abord répondre aux besoins des jeunes en difficulté et non pas aux besoins d'ordre public.
- Continuer le travail de conviction à travers les échanges sur les pratiques professionnelles au sein de nos équipes, auprès de nos partenaires et en investissant les réunions institutionnelles et de formation.
- En lien avec ce travail de conviction, démontrer comment la dénaturation des missions éducatives participe de la dégradation des conditions de travail des personnels et de la dégradation de la situation des jeunes pris en charge.
- Continuer à débattre avec les collègues travaillant en CEF et en EPM.
- Au moment où les EPM ouvrent, où l'incarcération, d'exceptionnelle devient un moment comme un autre du parcours du jeune, réaffirmer que proposer l'incarcération ne relève en aucun cas des missions des services de la PJJ.
- Dans le même ordre d'idées, alerter sur les dangers des appels répétés à l'instance judiciaire pour régler les difficultés entre les équipes et les jeunes.
- Favoriser la collecte d'informations sur les dérives consécutives à l'enfermement des jeunes en mettant en place un réseau de correspondants locaux.